



**Décision n° 2018-324**

autorisant une activité de prises de vues et de sons  
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales  
et n'autorisant pas un survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol  
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

VU l'arrêté ministériel du 23 février 2007 définissant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du parc national, notamment les modalités 29, 30 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la demande présentée le 17 juillet 2018 par Monsieur COLIN Aurélien, chef de projet « Grande traversée du Mercantour » au sein de la société Athlète20,

Considérant que la demande porte sur la réalisation d'un documentaire photographique et vidéo sur l'itinéraire de la Grande traversée du Mercantour, réalisé sans arrêt par un *trailer* accompagné d'autres coureurs, afin d'établir un temps de référence en même temps qu'un exploit sportif,

Considérant que ce documentaire est soutenu par le Conseil départemental des Alpes-Maritimes et qu'il a vocation à être diffusé sur les chaînes de télévision et d'Internet, dédiées aux sports et/ou à la montagne,

Considérant a priori, que l'objet du reportage consistant à valoriser un exploit sportif dans le domaine de la course en montagne ne correspond pas à l'objectif I de la charte, qui expose que « *les pratiques sportives qui sont promues dans le cœur de parc accordent une large place à la contemplation et à la lenteur* »,

Considérant toutefois que la pratique individuelle du trail est une activité actuellement non réglementée dans le cœur du Parc national,

Considérant à ce titre que le projet peut correspondre à un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « *5° information ou retransmission d'activités et de manifestations autorisées* »

Considérant néanmoins que pour correspondre pleinement à ce cas d'autorisation possible, le reportage ne doit pas laisser supposer que la pratique du trail sur cet itinéraire peut avoir lieu dans le cadre de manifestations publiques organisées ou de prestations commerciales, dans la mesure où ces deux cadres sont soumis à un régime d'autorisation préalable en application du décret n°2009-486 sus-visé,

Considérant enfin que la demande comporte des prises de vues en drone sur la totalité de l'itinéraire de la Grande traversée du Mercantour et qu'à la période envisagée du tournage, de nombreuses espèces protégées d'oiseaux et de mammifères, sensibles au dérangement et notamment aux survols, sont présents à proximité de l'itinéraire (Gypaète, Aigle royal, Vautour fauve, Chamois, Bouquetins.....),

Considérant que la vue d'un drone survolant cet itinéraires ainsi que les images aériennes incorporées au reportage peuvent générer un effet d'entraînement et favoriser l'usage de ces engins à titre individuel dans un cadre de loisir, en dépit des impacts environnementaux générés et de la réglementation en vigueur dans le cœur du parc

Considérant que dans le cas présent, il existe des alternatives pertinentes à l'usage d'un drone à partir des points hauts accessibles à pieds situés dans les environs proches et que celles-ci offrent des panoramas de qualité sur l'itinéraire et son contexte géographique,

Considérant à ce titre qu'il convient de limiter au maximum les autorisations dérogatoires délivrées au profit de l'usage des drones notamment par le biais de plans de vols contraints,

Décide :

#### Article 1: objet

La SARL « ATHLETE20 », représentée par son gérant Monsieur COLIN Aurélien et Monsieur LEMAY Antoine, réalisateur au sein de l'agence PEIGNEE VERTICALE, ci-après désignés « les bénéficiaires », sont autorisés aux conditions définies aux articles suivants, à effectuer des prises de vues et de sons dans un cadre professionnel et à des fins commerciales dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues et de sons photographiques et vidéo sont destinées à réaliser un documentaire sur l'itinéraire de la Grande traversée du Mercantour, réalisée non-stop et en courant par un *trailer* individuel.

#### Article 2 : durée et localisation

Cette autorisation est accordée du 21 au 23 septembre 2018 sur la portion d'itinéraire de la Grande traversée du Mercantour située dans le cœur du Parc national.

#### Article 3 : prescriptions particulières aux effectifs du tournage

Dans le cœur du Parc national du Mercantour, l'effectif de l'équipe de réalisation est limité à 10 personnes maximum toutes catégories comprises (réalisateur, photographe, techniciens, acteur principal, figurants etc.).

#### Article 4 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques terrestres

4.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

A ce titre notamment, la poursuite de toute espèce animale est interdite.

4.2. Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel, hors éclairage portatif individuel autonome.

4.3. Toute publicité, sous quelque forme que ce soit, est interdite dans le cœur du parc national.

A ce titre, les bénéficiaires sont tenus de ne pas réaliser de placement de produits ou services commerciaux dans les prises de vues réalisées en cœur de parc.

Article 5 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques aériens

Le survol d'un drone (aéronef télé-piloté sans personne à bord) ou de tout autre aéronef destiné à la prise d'images et de sons n'est pas autorisé par la présente.

Article 6 :

6.1. La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée de présence de l'équipe de tournage.

6.2. A ce titre, la présente décision ne vaut pas autorisation dérogatoire à l'interdiction de campement ni à la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national, relative au bivouac.

6.3. Elle ne vaut pas davantage autorisation dérogatoire de circuler et de stationner en véhicule terrestre motorisé sur les pistes situées dans le cœur du Parc national du Mercantour.

En cas de besoin, les bénéficiaires solliciteront l'autorisation du service territorial concerné en préalable à leur arrivée sur site.

Contacts :

- Service territorial Tinée

Boris Opolka, chef de service : [boris.opolka@mercantour-parcnational.fr](mailto:boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)  
Tél. 06 14 06 26 85

- Service territorial haut-Var/Cians

Jean-Noël LOIREAU, adjoint au chef de service : [albin.liborio@mercantour-parcnational.fr](mailto:albin.liborio@mercantour-parcnational.fr) Tél. 06 13 95 13 26 / 04 93 05 59 43

- Service territorial Roya-Bevera

Aurélien Collenot, chef de service : [aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr](mailto:aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr)  
Tél. 06 28 56 44 28 33 / 04 93 04 32 28

- Service territorial Vésubie

Sébastien Louvet, chef de service : [sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr](mailto:sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr)  
Tél. 06 16 27 64 33 / 04 93 03 23 15

Article 7 : prescriptions particulières liées à l'information du public

Aux personnes éventuellement présentes sur le site durant le tournage et les sollicitant en ce sens, les bénéficiaires devront expliquer l'objectif de leurs activités, et préciser qu'elles sont dûment autorisées par le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour.

Article 8 :

8.1. Les bénéficiaires sont tenus de faire figurer dans le générique du film, la mention « réalisé dans le Parc national du Mercantour, avec l'autorisation de son directeur ».

8.2. Dans un délai de 2 mois à compter de l'échéance de la présente, les bénéficiaires transmettront au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour :

- une copie du film ou un lien Internet lui permettant de visionner celui-ci sans limite de durée de validité ;
- un échantillon d'au moins 5 clichés réalisés dans le cœur du parc national et représentatifs du reportage photographique autorisé par la présente.

8.3. La copie de ces documents sera libre d'utilisation dans le cadre des activités gratuites pédagogiques et/ou d'information menées par l'Établissement public du parc national (animations, conférences, plaquettes, communication visuelle...), sous réserve de la mention obligatoire «© Peignée Verticale »

Toute éventuelle utilisation commerciale ou diffusion sur les réseaux sociaux virtuels du Parc national du Mercantour sera régie dans le cadre d'un contrat établi entre les bénéficiaires et l'Établissement public du parc.

8.3. Les bénéficiaires sont tenus de ne pas réutiliser les images réalisées dans le cadre de la présente décision, à d'autres fins ou dans un autre contexte que le reportage énoncé dans leur demande. La cession à un tiers à des fins de réutilisation n'est pas davantage autorisée par la présente.

#### Article 9 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès des communes, des propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du Parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Les bénéficiaires en assument toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

#### Article 10 :

Les bénéficiaires devront présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

#### Article 11 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

#### Article 12 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 28 août 2018

Le Directeur du  
Parc national du Mercantour  
  
CHRISTOPHE VIRET

